

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 16 OCTOBRE 2017

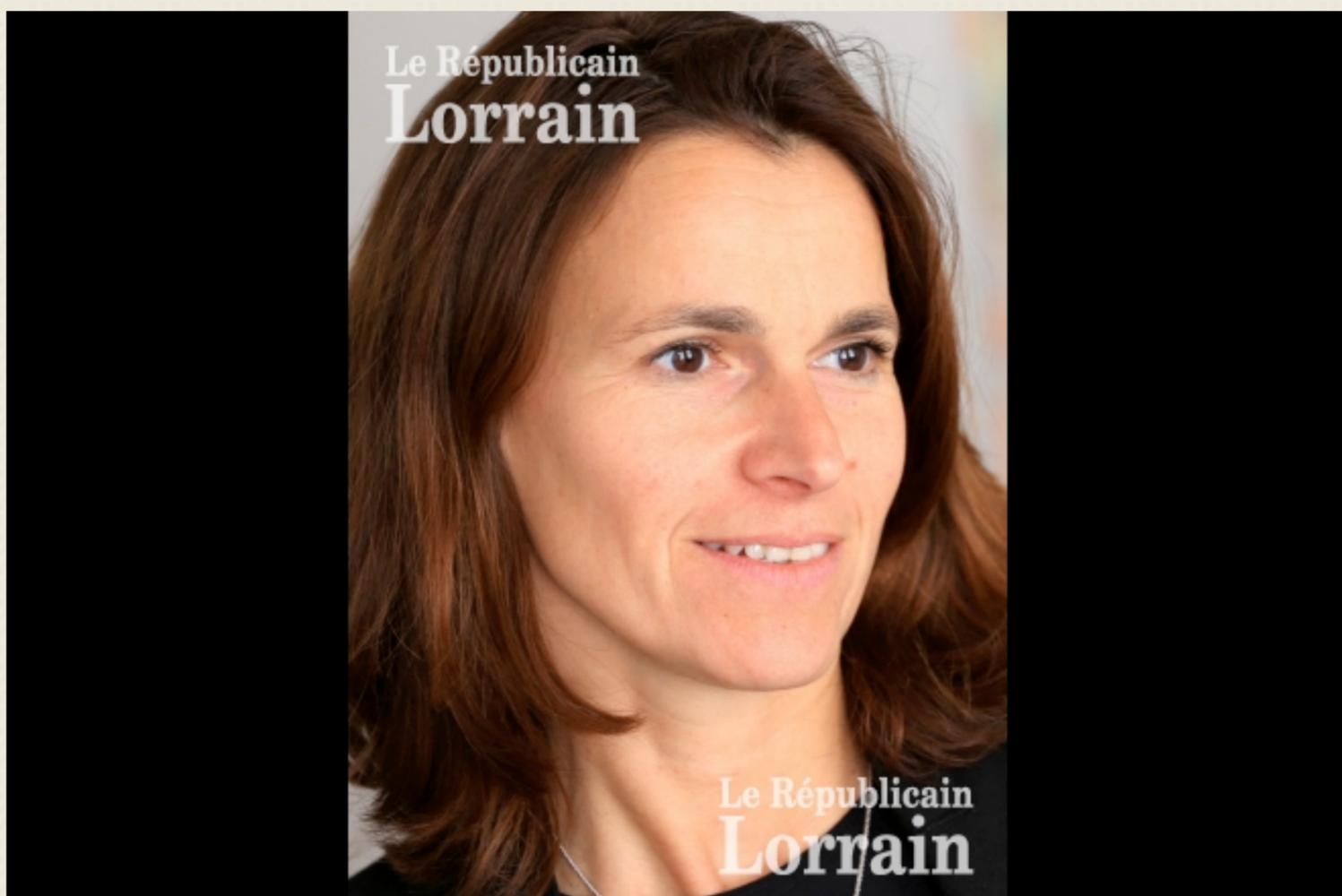
SOMMAIRE

- 1) Une libération
- 2) A discuter, les ordonnances « royales »...
- 3) Qu'ils discutent
- 4) La droite de Macron
- 5) Les nuls de l'Europe selon Macron...
- 6) Le tremblement de terre de la grande distribution...
- 7) Jean-Luc Mélenchon en prison
- 8) "la couillonnade"



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Aurélie Filippetti congédiée du PS



Le Républicain
Lorrain

Le Républicain
Lorrain

L'ex-ministre de la Culture paye son soutien aux sénatoriales à la liste dissidente conduite par Philippe Gasparella : elle ne fait plus partie du PS.

«Circulez, y'a rien à voir ! » Aurélie Filippetti ne fait plus partie du PS ? « Et alors ? », objecte-t-on au sein de la fédération mosellane. « Elle n'a pas fait l'objet d'une procédure d'exclusion, mais s'est mise elle-même hors du parti », s'agace le premier fédéral, Jean-Pierre Liouville. L'ex-ministre de la Culture de Hollande ralliée aux frondeurs se voit reprocher son soutien affiché aux sénatoriales, sur les documents de campagne, à la liste dissidente conduite par Philippe Gasparella, ex-suppléant de la candidate aux législatives.

C'est peu dire que Jean-Marc Todeschini, réélu sénateur, n'a guère goûté la concurrence d'une liste PS bis venue ruiner les efforts d'union de la gauche PS-PC : « Avec le Val-de-Marne, la Moselle était la seule fédération à proposer une liste commune », fulminait-il au soir de sa victoire électorale, en imputant la perte du deuxième siège pour la gauche au Sénat à l'initiative soutenue par Filippetti.

Sans surprise, tous les adhérents du Parti socialiste impliqués dans l'aventure Gasparella ont donc reçu ces derniers jours un courrier dans lequel Liouville invoque les statuts du parti actant leur « sortie » de fait de la maison PS. Et ce, sans qu'il ne soit besoin de recourir à une procédure d'exclusion.

« Dans le règlement intérieur »

« On n'est pas dans une logique d'exclusion mais de clarification », confirme ainsi le responsable mosellan du PS, considérant qu'un tel cas de figure n'a rien de surprenant puisqu'il est inscrit « noir sur blanc dans le règlement intérieur » du PS. « La même règle s'est d'ailleurs précédemment appliquée à Richard Lioger et Ludovic Mendes après qu'ils se sont présentés aux législatives contre nos candidats », fait valoir Liouville.

Et de conclure : « Aurélie Filippetti peut toujours faire appel, mais il lui faudra prouver qu'elle n'a pas enfreint nos statuts. » L'intéressée, qui n'a plus de mandat électoral sauf celui de conseillère municipale de Metz, n'avait, hier, toujours pas fait connaître sa réaction.



X. B.

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Nouvelle brèche dans l'application des ordonnances Macron

Par Mathilde Goanec

Après les routiers, la fédération CGT des ports et docks a signé un deuxième accord « dérogatoire » avec le patronat pour que les ordonnances Macron ne s'appliquent pas en totalité aux salariés du secteur.

Et de deux. Après les transports, la fédération ports et docks CGT a obtenu, jeudi 12 octobre, qu'une partie des ordonnances ne s'appliquent pas aux salariés de son secteur. Les dispositions sociales contenues dans la convention collective restent seules maîtresses à bord et il ne sera pas possible de négocier en deçà, entreprise par entreprise, sur des questions aussi cruciales que la baisse ou la suppression de toutes les primes, ou des avantages liés au travail, comme les congés spéciaux. C'est une remise en cause de ce qui est pourtant désormais au cœur de la philosophie du code du travail, version Macron.



Blocage du port du Havre contre la loi sur le travail, le 19 mai 2016 © MG

Il s'agit de la deuxième entorse aux ordonnances, signées le 27 septembre dernier par le président, et elle va concerner des dizaines de milliers de salariés œuvrant dans la manutention, la logistique et la sécurité portuaires.

Début octobre, les organisations syndicales et patronales du transport, face à la menace accrue de blocages, avaient ouvert la voie en sanctuarisant eux aussi la branche, notamment sur le 13e mois et les frais de déplacement des routiers.

Vendredi 13 octobre, la puissante fédération des ports et docks CGT, très majoritaire dans le secteur et connue pour son mutisme vis-à-vis des médias, s'est contentée d'un sobre communiqué pour fêter cette annonce. « Au regard des spécificités du "monde portuaire" (...), il a été conclu un protocole d'accord actant le maintien du principe de faveur de notre convention collective nationale unifiée. »

Du côté des organisations patronales, un communiqué est prévu... mais pour lundi seulement. Le ministère du transport n'en fait pas état, et le ministère du travail, interrogé par Mediapart sur un possible effet boule de neige, n'a pas répondu à notre demande. La confédération CGT, également interrogée par Mediapart, a appris la nouvelle lorsque nous lui avons demandé de réagir. De quoi s'interroger sur un accord conclu, a priori, plutôt en catimini.

Pour le gouvernement, il ne semble pas évident de faire la publicité d'une entente entre les organisations patronales et syndicales pour déroger à la règle nouvelle de la primauté de l'entreprise. Pour la CGT, il n'y a rien de « contradictoire » dans la signature d'un tel accord avec l'action de la centrale. « Ce n'est pas une manière de se désolidariser de notre combat commun, au contraire, cet accord montre aux salariés que lorsqu'il y a un rapport de force, on peut obtenir plein de choses », argumente Fabrice Angeï, dirigeant de la CGT chargé des questions d'emploi.

Pas d'inquiétudes non plus sur la possible désertion des fractions traditionnellement les plus actives du monde syndical, capable de mettre très vite la pression sur le gouvernement (lire cet article sur les blocages au Havre lors de la mobilisation contre la loi El Khomri). « Pour nous ce n'est pas un frein, plutôt un effet d'entraînement », assure Fabrice Angeï. De fait, la fédération ports et docks de la CGT note dans son communiqué qu'elle appelle toujours à un arrêt de travail de 24 heures le 19 octobre, prochaine journée de mobilisation lancée par la CGT. Même si, en réglant pour partie le problème qui touche directement au portefeuille des dockers, le syndicat se prive forcément de munitions chez des salariés tentés par le repli corporatiste. « Dans ces ordonnances, il y a bien d'autres choses que les éléments de rémunération, insiste Fabrice Angeï. La question des licenciements assouplis, la disparition du CHSCT, le plafonnement des indemnités prud'homales... Un tel accord ne règle pas tout. »

Du côté patronal, pourquoi accepter de revenir sur des ordonnances qui ont vraisemblablement ravi le Medef et la CPME ? Un responsable syndical, présent il y a dix jours dans les négociations pour les routiers, estime « qu'il y a effectivement le souci d'éviter le conflit avec toutes les organisations syndicales », au moment de revoir à la baisse certaines règles (lire l'article sur les frais de route, à l'origine de l'accord verrouillant le pouvoir de la branche). En clair, aucun patron de la route n'avait vraiment envie d'aller au clash, face à des syndicats bien organisés et unis. Officiellement, « les organisations patronales ont également dit leur refus de voir s'installer une forme d'anarchie dans la concurrence entre entreprises », raconte Jérôme Vérité, de la fédération des transports CGT. Leurs homologues dans le domaine portuaire ont dû faire le même calcul, au risque de désavouer le patron des patrons. « Gattaz a visiblement ses rebelles », s'amuse Jérôme Vérité.

mediapart.fr

III) Macron : "Il faut laisser Mélenchon et Valls s'expliquer entre eux"

Emmanuel Macron juge qu'il ne faut "surtout pas se mêler" de la passe d'armes entre Jean-Luc Mélenchon et Manuel Valls.

Commentaire d'Emmanuel Macron devant quelques proches à propos de la brutale passe d'armes entre Jean-Luc Mélenchon et Manuel Valls : "Il ne faut surtout pas s'en mêler. Il faut les laisser s'expliquer entre eux..." Le leader de La France insoumise et l'ancien Premier ministre se sont violemment opposés ces derniers jours autour de la mission parlementaire d'information sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie. Le chef de l'État, lui, n'en veut pas à Valls (qui l'avait particulièrement maltraité lorsque celui-ci était chef du gouvernement et lui-même à Bercy). Au point d'avoir accepté de l'emmener dans son avion au Salon du livre de Francfort la semaine passée. Mais Manuel Valls, pour un problème d'agenda, a finalement annulé.



Jean-Luc Mélenchon et Manuel Valls s'affrontent ouvertement depuis quelques jours. (Reuters)

Le déontologue de l'Assemblée nationale bientôt saisi?

Stanislas Guerini, porte-parole du groupe La République en marche (LREM), a souhaité jeudi que le déontologue de l'Assemblée nationale soit saisi à propos du terme "nazi" qu'aurait employé Jean-Luc Mélenchon à l'égard de Manuel Valls.

Selon Le Canard enchaîné, Jean-Luc Mélenchon aurait en effet qualifié, le 3 octobre à l'Assemblée, l'ancien Premier ministre socialiste de "nazi". "Ce n'est pas un coup de colère de sa part (...) C'est une manière pour lui de disqualifier", lui a répondu Manuel Valls jeudi sur Europe 1. Le leader de la France insoumise nie, lui, avoir employé ce terme.

La passe d'armes entre Jean-Luc Mélenchon et Manuel Valls se déroule sur fond de mission parlementaire sur la Nouvelle-Calédonie, mission dont a démissionné le député de la France insoumise au motif justement qu'elle était présidée par l'ancien Premier ministre, auquel il reproche "une proximité avec les thèses ethnicistes de l'extrême droite".



IV) La vraie droite est avec Macron, rappellent sur tous les tons les « constructifs »

Pierre DUQUESNE L'Humanité



Gérald Darmanin, à droite, un des « constructifs » menacés d'expulsion, a demandé, mardi, à être entendu par la direction du parti LR. Stéphane Mahé/Reuters

Les ministres et députés LR pro-Macron, réunis hier à Matignon, retardent la création de leur mouvement. Ils souhaitent ainsi imputer la rupture à un parti LR qu'ils jugent « radicalisé ».

Exclure ou ne pas exclure les « constructifs » ? La question n'en finit plus de tarauder « Les Républicains » (LR). Le sort de ceux qui, dans leurs rangs, soutiennent la politique d'Emmanuel Macron ne devrait pas être tranché avant la semaine prochaine. Gérald Darmanin, un des « constructifs » menacés d'expulsion, a demandé, mardi, comme Sébastien Lecornu, à être entendu par la direction du parti LR. Ils n'ont pas l'intention de se laisser faire. « Je ne pense pas que ce soit à moi de partir des Républicains », a expliqué dans le Figaro, mardi, le ministre de l'Action et des Comptes publics. Il menace même de saisir la commission des recours. Les « constructifs », qui se réunissaient hier à Matignon, n'ont toujours pas annoncé la création de leur propre parti. Ce n'est pas leur intérêt. Ils souhaitent montrer qu'ils ne sont pas à l'origine du divorce et qu'il faut imputer la rupture à « certains responsables du parti qui se sont dangereusement éloignés des fondamentaux de notre famille politique », selon les mots de Gérald Darmanin. Le but ? Envoyer un signal aux électeurs de droite tout en limitant l'espace politique possible pour le parti LR et à ses futurs dirigeants.

Édouard Philippe « fondateur » du principal parti de la droite

Autrement dit, la vraie droite est avec Macron. Le message est répété à toutes les tribunes et sur tous les tons. Sur Europe 1, lundi, Édouard Philippe n'a pas manqué de rappeler qu'il avait été le « fondateur » du principal parti de la droite. « J'ai été premier directeur général avec Alain Juppé. L'idée était de faire un grand parti de la droite et des centres, avec une base politique très large. Je l'ai vu s'étioler au fil des années, s'appauvrir autour d'une ligne idéologique de plus en plus à droite qui perdait d'abord le centre, ensuite la droite modérée. (...)

Et je la vois aujourd'hui critiquer des mesures qu'elle appelait de ses vœux il y a quelques mois. Ça me laisse, je dois dire, rêveur. » Mardi, c'était au tour de Franck Riester de rappeler que la suppression des emplois aidés a depuis longtemps été défendue par « Les Républicains ». Aujourd'hui, « la direction LR critique ces mesures. On est chez les fous », déplorait le coprésident du groupe les « constructifs » à l'Assemblée. La semaine dernière, c'est Bruno Le Maire qui lançait une tirade remarquée pour répondre à une question du député LR Éric Woerth. « Nous allons baisser l'impôt sur les sociétés de 33,33 % à 25 %. Vous qui aimez l'entreprise, soutenez-nous ! Nous allons supprimer l'impôt de solidarité sur la fortune sur

les valeurs mobilières. Vous qui voulez récompenser le risque et l'audace, soutenez-nous ! » Même chose sur la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi en allègement de charge. « Vous le vouliez. Nous le faisons ! » a clamé le ministre de l'Économie. Éric Woerth, figé, riait jaune.

Quatre candidats en lice pour la présidence

On sait donc qui sont les trois candidats qui ont obtenu suffisamment de parrainages pour faire face à Laurent Wauquiez dans la course à la présidence du parti LR. C'est le cas de Florence Portelli, ex-porte-parole de François Fillon, qui a obtenu plus de 5 000 soutiens d'adhérents, et de Daniel Fasquelle, trésorier du parti (2 500 parrainages). Le juppéiste Maël de Calan est aussi en lice, bénéficiant du soutien de 3 000 adhérents. Laurent Wauquiez, lui, peut se prévaloir de 20 500 soutiens de militants et de 135 parlementaires. Cela donne une idée du rapport des forces.

Pierre Duquesne
Journaliste

L'Humanité.fr

V) L'énorme scud de Macron à Chirac, Sarkozy et Hollande qui n'avaient "absolument aucune idée pour l'Europe"



© AFP



Amandine Réaux
amandine.reaux@europe1.fr

La parole médiatique d'Emmanuel Macron est rare. Aux petites phrases distillées aux journalistes, le chef de l'État préfère les longues interviews. Après Le Point, c'est l'hebdomadaire allemand Der Spiegel qu'a choisi le Président pour parler d'Europe, dans un entretien publié vendredi 13 octobre.

Interrogé sur son discours de la Sorbonne, lors duquel il a annoncé vouloir "reconstruire l'Europe", Emmanuel Macron attaque très violemment ses prédécesseurs. Selon lui, aucun Président depuis François Mitterrand n'a eu de véritables "idées" pour l'Europe :

Depuis 2005, lorsque la France et les Pays-Bas ont voté 'non' à la Constitution européenne, personne n'a développé de vrai projet pour l'Union européenne.

Et certainement pas la France. S'il y a eu des idées, elles sont venues de Wolfgang Schäuble ou Joschka Fischer, et ces idées allemandes ont été catégoriquement rejetées par la France. Je veux mettre fin à cela. Peut-être que je suis les pas de Mitterrand, qui voulait vraiment construire l'Europe. Mes prédécesseurs, par contraste, pensaient qu'il était meilleur de ne rien dire du tout et de garder toutes les options ouvertes. Cela peut sembler une approche tactique, mais peut-être était-ce simplement qu'ils n'avaient absolument aucune idée pour l'Europe.

Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande apprécieront...

Encore une fois, Emmanuel Macron se réfère à François Mitterrand. Lors de son investiture le 7 mai dernier, le nouveau Président s'était avancé devant la pyramide du Louvre au son de L'Hymne à la joie, de Beethoven, qui est l'hymne de l'Union européenne. Marchant seul ainsi, **Emmanuel Macron rappelait le Président socialiste s'avançant vers le Panthéon, le jour de son investiture, en 1981.** Détail qui n'en est pas un : résonnait dans l'air la même musique du compositeur allemand.

lelab.europe1.fr

VI) Lidl, Intermarché, Monoprix, Carrefour: les salariés de la distribution tremblent

Par Claire Bouleau

Tandis qu'à Lidl, les salariés manifestent pour dénoncer leurs conditions de travail et qu'à Intermarché, les syndicats s'inquiètent d'un plan social, à Monoprix un employé s'est suicidé sur son lieu de travail et à Carrefour, on attend avec fébrilité les détails du plan de transformation d'Alexandre Bompard. Pas de doute: la situation sociale de la grande distribution française est explosive.



Une centaine de salariés de Lidl ont manifesté jeudi à Rungis devant le siège de Lidl France. EFF J MITCHELL / GETTY IMAGES EUROPE / GETTY IMAGES/AFP

Cela fait plus de deux semaines que Cash investigation a lâché, telle une bombe, son reportage sur Lidl. Le 26 septembre, l'émission à succès d'Elise Lucet dévoilait au grand jour les conditions de travail déplorables au sein du distributeur allemand: rythme trop soutenu, effectifs trop faibles, marchandises trop lourdes... Trop c'est trop. La coupe était pleine. Alors, quand l'émission a ouvert la boîte de Pandore, les salariés ont tout fait pour qu'elle ne soit pas refermée aussitôt. Profitant de cette fenêtre d'opportunité médiatique, ils ont fait grève le lendemain, puis manifesté ce jeudi 12 devant le siège français de Lidl. Car "ce qu'a montré l'émission, ce ne sont pas des cas isolés, il y a un vrai malaise", déplore Mohamed Sylla, délégué syndical national Unsa, dans Libération.

Suicide à Monoprix

Et ce malaise ne se cantonne pas aux rayons de Lidl. Le 5 octobre, un salarié de Monoprix s'est donné la mort sur son lieu de travail au Raincy (93). A ce sujet, la CGT rappelle dans un communiqué que deux semaines plus tôt, le 21 septembre, les élus CGT avaient justement alerté la direction sur "la dégradation des conditions de travail", en prévenant: "Les salariés sont amenés à effectuer de la mise en rayon, être affectés en caisse ou toute autre affectation nécessaire à l'exploitation du magasin. Cette situation met aujourd'hui certaines vies en danger." Une porte-parole de Monoprix conteste: "aucun lien n'est établi entre les conditions de travail au sein du magasin et le drame du Raincy."

Plan social à Intermarché

Au même moment, les 5 et 6 octobre, un Comité Central d'Entreprise s'est tenu au sein de la filiale logistique d'Intermarché, ITMLAI. L'ordre du jour: la présentation par la direction d'un plan de transformation logistique d'optimisation des approvisionnements et des flux alimentaires, qui consiste à regrouper l'activité de certains entrepôts. Les syndicats, eux, y ont surtout vu un plan social. "C'est le cinquième plan de sauvegarde de l'emploi depuis 2012", déplore Pascal Petit, délégué syndicat CGT. "En 2012, nous étions 10.000 salariés dans cette filiale. Aujourd'hui, nous ne sommes plus que 7.000. Nous aimerions avoir la cartographie centrale du plan, mais la direction nous la donne morceau par morceau." Contactée par Challenges, une porte-parole d'Intermarché défend: "Les syndicats disent que 265 emplois vont être supprimés. Mais Intermarché annonce 219 suppressions de postes et non pas d'emplois. A cela s'ajoutent 69 créations de postes et 126 possibilités de reclassement. Cela laisse un seuil négatif de 24 postes. Le maintien de l'emploi des collaborateurs est notre volonté, notre méthode de travail et notre responsabilité."

Plan de transformation à Carrefour

Chez Carrefour, la mer est calme pour l'instant. Mais il faut se méfier de l'eau qui dort. Dans moins de deux mois, le nouveau PDG Alexandre Bompard dévoilera son plan de transformation pour le groupe. Et au vu des difficultés du distributeur, qui vient de faire un avertissement sur résultat, l'issue ne fait pas de doute. D'ailleurs, dans une note publiée cette semaine, Natixis

annonce s'attendre à "des restructurations importantes avec un plan de baisse des coûts de 1 milliard d'euros sur l'ensemble du groupe. »

Un malaise sectoriel

Le malaise est donc sectoriel. Partout, les salariés de la grande distribution tremblent. De peur, de colère ou de fatigue. Parfois les trois à la fois. Sous pression, ils subissent la dure compétition que se livrent leurs patrons. "Les deux grands éléments de la structure de coûts d'un distributeur alimentaire sont les loyers et le personnel", pointe Olivier Macard, associé EY. "Dans la situation actuelle en France, où les acteurs perdent de la masse de marge tous les ans à cause de la guerre de prix, ils se retrouvent d'un côté à devoir limiter le coût des actifs, et de l'autre, à essayer de contenir les coûts salariaux. En période de faible croissance, la guerre des prix fonctionne comme un rabout: tous les ans, les acteurs perdent des capacités de manœuvre. Dans la durée, c'est extrêmement destructeur."

Entrepôts et sièges dans le viseur

Cette problématique de réduction de coûts se pose partout: dans les entrepôts, les magasins, et au siège. Mais contrairement aux idées reçues, qui voient dans l'automatisation des caisses la fin du personnel en magasins, les salariés des points de vente sont sans doute les moins exposés. A l'heure où la machine Amazon étend son modèle de commerce froid et numérique, les distributeurs, plus que jamais, misent sur l'humain et le service. Les bouchers, poissonniers et boulangers n'ont jamais autant été mis en avant. En revanche, les entrepôts sont de plus en plus rationalisés et automatisés, et les sièges, réorganisés pour dégager des synergies. A Carrefour, les cadres tremblent autant que les ouvriers.

challenges.fr

VII) Marseille : Mélenchon, un insoumis en prison

Le député marseillais a visité à l'improviste les Baumettes "historiques" puis le bâtiment rénové. Ambiance...



En attendant la fermeture des Baumettes "historiques" et le transfert des détenus dans un établissement neuf, le député marseillais s'est inquiété de l'état de la prison. Photo L.D'VA.

A son arrivée, il avait imaginé ne pas en "sortir indemne". Quand les lourdes portes de la prison des Baumettes se sont refermées derrière lui, le député de Marseille Jean-Luc Mélenchon (France insoumise) s'est dit "traversé". "Je peux vous dire

que le passage dans les Baumettes historiques est quelque chose que l'on n'oublie pas facilement, a-t-il confié. C'est traumatisant. À cause de la vétusté absolue. De la saleté totale. Des conditions incroyables d'enfermement qui empêchent, également, le personnel de mener à bien son travail de réhabilitation et font naître, chez lui, une grande souffrance au travail."

Du moins, le leader Insoumis tire-t-il cette conclusion de la première partie de la visite : une plongée étouffante entre les murs lézardés du bâtiment d'origine où 783 détenus sont encore "entassés" en attendant leur transfert dans l'aile rénovée dite "Baumettes 2", programmé pour juin prochain... "C'est beau, propre et je vous garantis que quand vous passez dans cette partie, après l'autre, vous vous sentez soulagé", a constaté l'élu. Bémol : "L'établissement est déjà en surpopulation. Les cellules qui ont été imaginées pour une personne sont occupées par deux. Dans 8 m2, c'est inhumain." Et de serrer le poing : "Ce n'est pas un sujet électoralement porteur. Mais c'est notre devoir d'alerter la société : après un délit, faute d'avoir trouvé mieux, la société punit normalement par la privation de liberté. C'est une peine en soi. L'objectif, ce n'est pas de torturer les prisonniers et qu'ils en sortent encore pires."

Comme autorisé par un amendement voté en 2014, le député s'était donc invité, un peu plus tôt dans l'après-midi, au centre pénitentiaire du chemin de Morgiou (9e). Une visite "vraiment à l'improviste", sourit un délégué CGT. "Le directeur ne l'a su que ce midi. Alors que jusque-là, les autres élus avaient prévenu longtemps en amont. Mélenchon, lui, nous a appelés hier pour qu'on le guide. Cela permet de ne pas avoir une tournée où la direction ne montre que ce qu'elle veut." Ainsi accompagné du responsable CGT David Cucchiatti et accueilli par le patron des Baumettes, Guillaume Piney, le bouillonnant député s'est pourtant voulu conciliant : "Je ne prétends pas apprendre le monde carcéral en deux minutes de parlotte. Je ne suis pas là pour montrer du doigt. Mais pour comprendre, écouter..." Puis s'indigner, aussi, en découvrant des douches insalubres et coulant en continu.

"Le bouton pressoir est coincé", glisse un surveillant. Une cellule glauque et occupée par des bestioles. Une coursive lugubre et malodorante... "Vous ne vous en rendez peut-être plus compte, les gars, mais cette ambiance est abominable !

Je n'ai jamais vu ça, lâche-t-il en roulant des yeux. En même temps, depuis que je suis élu à Marseille, je n'arrête pas de voir des choses que je n'avais jamais vues ailleurs", enfonce-t-il en prenant un syndicaliste par le bras. Une surveillante est sous le charme : "J'apprécie son attitude humble. Il écoute et pose des questions profondes.

Il n'est pas du tout comme on le voit dans les médias." Dans la cour, des hurlements résonnent : "Mélenchon ! Mélenchon !" Mais aucun échange n'a été prévu avec les détenus. "Ce n'est pas moi qui ai organisé", se défend mollement le député du centre-ville, avant de s'expliquer : "Ces choses-là, il faut les faire avec sérieux et sans généralisation. Chaque personne est différente. Là, en plus, nous sommes dans le cas où des personnes sont punies. Elles ont commis des délits auparavant. Je ne le perds pas de vue. Aujourd'hui, je voulais voir dans quelles conditions elles étaient incarcérées."

Arrivé au bâtiment Baumettes 2, flambant neuf, Jean-Luc Mélenchon respire : "Ça reste la prison mais on se sent mieux, oui. Le départ de tout, c'est la condition humaine." Après deux heures de visite, dernière rencontre intra-muros : le personnel hospitalier. L'occasion d'évoquer avec lui "la maladie mentale, qui n'a aucune place dans notre modèle social. On préfère foutre en prison, hop, pas vu pas pris !".

Attaché à la grille d'une cellule, fraîche et moderne, un surveillant nous montre un morceau de tissu noué : "C'est ce qui reste quand un homme tente de se pendre." Mélenchon, lui, a fait une proposition au directeur : "Il faudrait faire venir plus souvent des gens pour qu'on n'entende plus ces bêtises, sur les prisons paradis, les hôtels de luxe... Et vous n'astiquez pas avant, hein, qu'ils voient bien la réalité."

Laurent d'Ancona

La Provence
com

VIII) Pour son premier "Grand Entretien" sur TF1, Macron assume une politique "et de droite, et de droite"

Confronté aux critiques de ceux qui l'assimilent au "président des riches", le chef de l'Etat n'a donné aucun gage à l'aile gauche de sa majorité.

Geoffroy Clavel
Chef du service politique du HuffPost



Emmanuel Macron dans son bureau à l'Elysée, avant la première grande interview télévisée de son quinquennat.

Même Christian Estrosi n'en est pas revenu. "Courage à ceux qui continuent d'indiquer que les réformes d'Emmanuel Macron ne sont pas de droite", a applaudi en fin d'entretien le maire LR de Nice. De fait, ceux qui espéraient un coup de barre à gauche à l'occasion de la première grande interview télévisée du quinquennat d'Emmanuel Macron sont repartis bredouilles.

Pendant près d'une heure et quinze minutes d'entretien sur TF1 et LCI, entouré de toiles modernes installées dans son bureau élyséen, le chef de l'Etat n'a rien cédé à ceux qui l'enjoignent

de rééquilibrer ses choix politiques et budgétaires. Choix qui lui valent déjà l'étiquette peu flatteuse de "président des riches".

"Sur tout, je fais ce que j'ai dit", a-t-il tranché tout en se revendiquant comme "le président de tous les Français". Une manière de relégitimer les réformes portées depuis six mois et de bien signifier que la trajectoire ne va pas dévier.

Cette "France où les choses vont mal"

Calme et volontaire, oscillant (parfois dans la douleur) entre "pensée complexe" et effort de pédagogie, Emmanuel Macron n'a donc fait ni grande annonce ni esquissé de virage pour la suite. Tout en expliquant la philosophie de ses réformes, il a surtout tenté de convaincre les Français qu'il se préoccupait aussi de la "France où les choses vont mal", renvoyant régulièrement la responsabilité des maux du pays à ses prédécesseurs. Y compris lorsqu'il recourait à un vocabulaire clivant, voire blessant.

"Nos élites politiques se sont habituées à ne plus dire les choses, à avoir un discours en quelque sorte aseptisé. Et à considérer que ce qui était intolérable, c'était le mot qu'on mettait et pas la réalité", s'est-il défaussé. Allant jusqu'à citer le dictionnaire de l'Académie française pour justifier l'emploi du mot "bordel".

"On s'occupe de la France où les choses vont mal et nous allons continuer", a-t-il donc promis. Avant de dérouler son argumentaire.

La hausse de la CSG et la suppression partielle de la taxe d'habitation? "Une mesure de justice". La baisse des APL? Une mesure de "colmatage" qui annonce une réforme d'ampleur. Ses réformes économiques favorisent les plus aisés? Il faudra attendre "un an et demi, deux ans" pour voir les résultats de "la plénitude des réformes". Macron président des villes et des start-up? Le président promet une politique "pour la ruralité extrême, contre les déserts médicaux, pour aider celles et ceux qui se sentent assignés à résidence car ils n'ont pas la fibre, le téléphone mobile, et ils voient tous les services s'envoler".

"Je ne suis pas l'enfant d'une génération spontanée dans un monde de nomades itinérants où tout va bien", a-t-il enfin insisté en réponse aux attaques régulières de Marine Le Pen sur ce thème.

La défense des millionnaires "premiers de cordée"

Reste que sur les arbitrages économiques les plus contestés, comme la réforme de l'Impôt de solidarité sur la fortune, Emmanuel Macron n'a pas bougé d'un iota, assumant sa promotion de la réussite et des entrepreneurs dans une France décidément en proie à ses "passions tristes".

A cause de l'ISF, "celles et ceux qui réussissaient partaient, on a perdu beaucoup de talents" et "beaucoup de gens qui avaient gagné beaucoup d'argent ne le payaient pas", a-t-il estimé. "Pour que notre société aille mieux, il faut que les gens réussissent, il ne faut pas être jaloux d'eux", a-t-il martelé.

Estimant que l'ISF était un impôt qui pesait sur les "millionnaires" et non les "milliardaires", Emmanuel Macron a assimilé les contribuables les plus riches à des "premiers de cordée" qu'il fallait ménager tout en leur demandant de s'engager. "Je crois à la cordée, il y a des hommes et des femmes qui réussissent parce qu'ils ont des talents, je veux qu'on les célèbre (...) si l'on commence à jeter des cailloux sur les premiers de

premiers de cordée c'est toute le cordée qui dégringole", a-t-il détaillé tout en refusant de préciser s'il soutenait l'amendement visant à taxer davantage les signes extérieurs de richesse comme les yachts.

Quitte à adresser un nouveau gage à l'électorat de droite, Emmanuel Macron s'est engagé à expulser "les étrangers en situation irrégulière" qui commettent un délit "quel qu'il soit". Une manière de ne pas s'exposer aux critiques après l'attentat de la gare de Marseille.

Prudence sur l'assurance-chômage et la PMA

Volontaire sur les plus aisés et en matière de sécurité, Emmanuel Macron s'est montré en revanche bien plus prudent sur une des promesses phares de sa campagne: l'ouverture des droits aux indemnités chômage aux démissionnaires. Finalement, ce droit devrait être "encadré" et conditionné à la justification d'un "projet" professionnel". Esquissant une future réforme sur l'intéressement et la participation pour que "les salariés aussi puissent avoir leur part de la réussite", le président est resté flou, renvoyant la question à 2018.

Idem sur son engagement de campagne à étendre la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes. Affirmant que pour lui, il est "normal de reconnaître ce droit aux femmes seules et aux couples de même sexe", le président de la République a cependant estimé que "sur ces sujets de société, le politique ne doit pas imposer les choix en brutalisant les consciences".

"Je souhaite, que durant l'année 2018, nous puissions avoir ce débat de manière apaisée", a-t-il dit en pesant soigneusement ses mots. Un singulier contraste avec celui qui, quelques minutes auparavant, revendiquait encore "de nommer parfois crûment" les choses.

huffingtonpost.fr

A Suivre...
La Presse en Revue